

Héritage des 19^e et 20^e siècles : l'éducation populaire et permanente

Luc Roussel

Les organisateurs de la journée d'inauguration de l'expo sur la JOC, KAJ et JOC Internationale dans l'église de Laeken m'ont demandé de vous parler de l'actualité de Cardijn. Après réflexion, il me semble que ce qui reste vivant de cette personnalité est la méthode de la JOC. Le célèbre voir – juger – agir ! Cardijn en effet aimait parler en triplète... Il y a en pas mal d'autres... Je pense d'ailleurs, pour être précis, que la JOC d'aujourd'hui ajoute à la formule, le verbe évaluer.

Cardijn pourtant ne part pas de rien. Pour le comprendre, je vous propose de remonter quelque peu dans le temps.

Les organisations ouvrières chrétiennes : une formation intégrale

A la fin du 19^e siècle, les catholiques belges s'interrogent sur la façon de « ramener » les ouvriers à Dieu et, de ce fait, à barrer la route au socialisme. Les Congrès sociaux de Liège (1886, 1887, 1890), bien que fortement imprégnés de paternalisme constituent une première prise de conscience de cette question : il y est question de créer des œuvres d'assistance, des maisons des ouvriers, des associations professionnelles. En matière d'éducation, il s'agit principalement de « moraliser » la classe ouvrière, de créer de bons loisirs, de restaurer la pratique religieuse.

Après la publication de l'encyclique sociale «Rerum Novarum» par le pape Léon XIII en 1891, les positions de la hiérarchie de l'Église se précisent, non sans d'âpres débats et résistances. Des foyers de démocratie chrétienne apparaissent dans certaines villes flamandes et francophones. Mais c'est l'extension du droit de vote, avec l'introduction du suffrage universel tempéré par le vote plural, en 1893, qui accélère les initiatives. C'est à ce moment en effet que des «cercles d'études sociales» se créent.

Des cercles de ce genre se multiplient un peu partout et rencontrent un succès croissant. Ils ont souvent une double approche : initier aux questions sociales et former à l'enseignement social de l'Église. Ils constitueront une véritable pépinière de militants et responsables du mouvement ouvrier chrétien naissant.

Plus tard, des *Semaines syndicales* sont organisées en Wallonie, des *Semaines sociales* en Flandre. Le père Rutten (OP) en est un de ses animateurs infatigables. La méthode est nouvelle ; puisqu'à côté de leçons conçues comme des cours, des petits groupes se réunissent en comités pour examiner plus à fond quelques questions les intéressant particulièrement.

Les femmes de milieu populaire : des pionnières

Du côté féminin, Victoire Cappe se lance à vingt ans dans l'action sociale. Pour elle syndicalisme et formation vont de pair. Elle crée donc aussi bien des associations professionnelles, des écoles d'apprentissage que des cercles d'études. Ces derniers ont pour objectif de donner aux ouvrières les moyens d'assumer leur mission syndicale. Les programmes varient d'après l'âge et le milieu des ouvrières, mais tous utilisent la méthode de l'enquête. C'est par l'enquête en effet, que l'on peut connaître les besoins et imaginer les réponses à y apporter. L'enquête permet également une implication directe des ouvrières elles-mêmes.

À l'initiative du cercle bruxellois «Union et Travail», a lieu en 1911, la première Semaine sociale féminine. Parmi les sujets étudiés : le travail et le salaire féminins, les unions professionnelles...

Pendant la guerre, l'action syndicale est suspendue, mais les cercles d'études peuvent se développer. Ils se coordonnent à partir du Secrétariat général des unions professionnelles féminines, créé à Bruxelles en 1912.

Après la guerre, les cercles d'études restent le moyen idéal pour former des cadres prêts à organiser l'action sociale chrétienne féminine. Dans chaque ligue, chaque syndicat, chaque organisation de jeunesse, un cercle d'étude est vivement encouragé. La méthode de travail est précisée : *«Elle doit s'adapter au public concerné. Il faut partir des faits vécus, sur des enquêtes faites à propos de problèmes sociaux actuels, à donner à ce sujet la vraie doctrine sociale et à étudier les moyens d'action à employer, les remèdes à appliquer».*

La jeunesse ouvrière : un élan décisif

Vous le voyez on se rapproche de l'intuition de la JOC masculine et féminine. Le premier noyau est constitué par le syndicat d'apprenties et le cercle d'études, lancés par Joseph Cardijn, vicaire chargé des œuvres féminines, à Laeken en 1913-14. Cardijn est également en contact avec de jeunes travailleurs, parmi lesquels Fernand Tonnet qui deviendra après la guerre le principal animateur de la Jeunesse Syndicaliste, première forme de ce qui allait devenir la JOC. On y compte aussi Jacques Meert et Paul Garcet.

Tout comme pour Victoire Cappe, le syndicalisme n'est pas seulement un moyen de défense des travailleurs, il est aussi un moyen de formation morale, professionnelle, religieuse... À travers la formation qui débouche sur l'action – le célèbre «voir, juger, agir»-, il s'agit de restaurer la dignité du jeune travailleur.

Reconnue comme mouvement d'action catholique par l'Église, la JOC peut développer son action et sa méthodologie propre, en se limitant au monde ouvrier. Elle doit toutefois s'abstenir de toute action politique, mais s'affilie à la Ligue des travailleurs chrétiens dont c'est précisément l'objet. Ceci garantit ce qui fera la force de la JOC : son autonomie. La fameuse trilogie «pour eux, par eux, avec eux» signale la volonté de se prendre en charge et de développer une action originale.

La base locale est déterminante. C'est le cercle d'études. Chaque fédération ou sous fédération doit avoir le sien, rassemblant une fois par mois les dirigeants locaux. L'organisation est précise. Après la prière, une leçon est introduite sur un thème donné, elle est suivie d'un débat en forme de discussion. Ensuite, une demi-heure est consacrée à l'examen des «faits» du mois. L'aumônier clôture la séance par une réflexion religieuse ou un commentaire de la Bible.

Au niveau de la méthodologie, l'accent est mis sur la participation des membres. À cet égard, l'enquête sociale, qui a fait ses preuves, est fortement préconisée. Elle permet de mobiliser les membres et de partir à la découverte d'un problème précis avant d'en dégager des solutions concrètes. Les leçons, insiste-t-on, doivent être données par des personnes compétentes, «amies du mouvement», qui veillent à s'adapter par leur vocabulaire et leur pédagogie au public et non l'inverse.

Du côté adulte : la Ligue nationale des travailleurs chrétiens

Dès la première réunion de la Ligue en 1921, il est question de créer un «*comité spécial pour assurer le développement de l'éducation ouvrière*». Les statuts de la Ligue publiés en 1923 prévoient la création d'une Centrale d'éducation populaire destinée à la formation des travailleurs adultes.

C'est Louis Colens, aumônier de la Ligue nationale qui pense le projet dans le sens d'une action largement ouverte sur le plan culturel. Il s'insurge contre ceux qui prétendent que l'ouvrier est un être inférieur et défend le fait que la vie, le travail... de l'ouvrier lui permettent de développer ses facultés intellectuelles. La finalité est donc bien de rendre à l'homme sa dignité. La réduction du temps de travail et bientôt les congés payés incitent le mouvement à développer cet axe jusqu'à alors négligé. La Centrale d'éducation populaire va donc publier un périodique à destination des responsables

propagandistes ; créer des cercles d'études ; des écoles sociales régionales ; apporter la formation et l'information générale, sociale, économique, religieuse ; coordonner les diverses initiatives et proposer une systématisation des démarches d'éducation.

Les premiers résultats ne se font pas attendre. La Centrale prépare désormais les Semaines sociales, elle reprend la revue «Dossiers de l'Action catholique» qui devient le bulletin des dirigeants de la LNTC. Sa parution s'arrêtera en 1971.

Au niveau régional, c'est-à-dire au niveau de l'arrondissement, des écoles sociales régionales sont mises sur pied. Le public visé est celui des jeunes travailleurs non encore investis de responsabilités dans le mouvement qui pourraient devenir les responsables de demain. Contrairement aux cercles d'études où la participation est essentielle, les écoles sociales fonctionnent à partir de cours, de classes. Il s'agit de fournir un enseignement social méthodique donné par des professeurs qui font passer des examens. Après deux années de ces cours, qui se déroulent le dimanche ou en soirée, un diplôme est délivré. Le nombre de ces écoles ira augmentant de 4 en 1932-33 à 15 en 1940 en Wallonie et à Bruxelles.

Les meilleurs élèves se retrouvent à partir de 1933, pour une semaine d'études à Heverlée à l'Ecole centrale sociale des ouvriers chrétiens. Le programme traite de façon approfondie des structures et du fonctionnement des organisations ouvrières ainsi que de l'enseignement social de l'Eglise. Il rencontre un succès certain auprès des participants, même si avec la crise économiques des années 30, plusieurs participants doivent s'abstenir, vu les frais de déplacement ou par peur de quitter pour un temps aussi long son poste de travail.

La formation syndicale

Dès son origine, le mouvement syndical met lui aussi l'accent sur la formation de ses cadres. Les Semaines syndicales puis sociales, l'Ecole centrale sociale pour ouvriers chrétiens en sont les témoins. Comme dans les autres organisations, la formation se veut globale, c'est-à-dire générale, religieuse, économique, politique... Elle se fait par des réunions, des conférences, la presse syndicale et des enquêtes.

La CSC soutient, participe et promeut en outre les activités d'éducation populaire et les instances de formation de jeunes de la JOC et de la JOCF.

Les lois qui régissent les rapports sociaux après la guerre créent un besoin urgent de former des délégués d'entreprise. La CSC crée alors sur base de l'exemple de Charleroi des écoles de délégués dans lesquelles l'accent est mis sur la participation, l'apprentissage des savoirs et les échanges d'expériences plutôt que sur de simples acquisitions de contenus.

Initiatives novatrices

À Charleroi encore, le MOC lance une école dont l'objectif dépasse les apprentissages syndicaux pour atteindre un niveau de culture plus large. C'est l'Institut de culture ouvrière (ICO), lancé en 1947, par Elie Baussart qui avait été l'animateur du cercle d'études de Charleroi. Le premier niveau est l'éducation ouvrière – accroissement de la valeur intellectuelle et sociale de l'ouvrier indépendamment de ses connaissances techniques – le second niveau est la culture ouvrière - ouverture d'esprit et de cœur au monde environnant. Bref, il s'agit d'un programme d'émancipation collective qui assure la promotion de la classe ouvrière.

L'expérience ne dure pas longtemps ; elle venait peut-être trop tôt. Mais l'idée est reprise en 1962, par Max Bastin qui, en lien avec les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, met sur pied l'Institut supérieur de culture ouvrière (ISCO). Deux groupes de militants engagés sont lancés à Liège et à Charleroi, ils suivront une formation de quatre ans qui allie de façon originale réflexion et action. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de graduat en sciences du travail, délivré par les Facultés universitaires de Namur.

L'ISCO grandit en nombre de groupes et d'étudiants. Décentralisée, la formation permet de toucher un maximum d'étudiants - travailleurs en Wallonie et à Bruxelles qui, d'une part deviennent acteurs de promotion culturelle et, d'autre part acteurs de démocratisation des études.

La création de la Fondation Travail - Université en 1967 est la 2^e étape dans l'établissement de liens entre le MOC et les universités. La FTU sera la base permettant de créer la Faculté ouverte en sciences politiques et sociales (FOPES), cursus universitaire complet, adapté aux contraintes du monde du travail. Après plusieurs tâtonnements, la formule s'ouvre définitivement en 1974 dans le giron de l'UCL, tout en étant gérée paritairement. Méthodes, programme, fonctionnement, décentralisation et public sont originaux.



Je n'ai pas l'occasion d'en parler ici, mais le mouvement socialiste n'est pas avare non plus d'initiatives favorisant l'éducation populaire. Il faudrait donc compléter cette évocation par les réalisations du POB, maisons du peuple et Centrale d'éducation ouvrière (à partir de 1911).

Laeken, 19 avril 2009



Pour en savoir plus :

- ACCS et MOC, *Regards croisés sur l'éducation permanente, 1921-1976*, Bruxelles, EVO, 1996.
- *La Jeunesse ouvrière chrétienne Wallonie-Bruxelles, 1912-1957*, 2 t., Bruxelles, EVO, 1990.
- D. KEYMOLEN, *Victoire Cappe (1886-1927), une vie chrétienne, sociale, féministe*, Leuven, Kadoc-Bruylant ; Bruxelles, CARHOP, 2001.